

LA CRISE DE L'ÉDUCATION EN IRAN MENACE LES DROITS FONDAMENTAUX ET L'AVENIR DES ÉCOLIÈRES

septembre 2026

La Commission des Femmes
Conseil national de la Résistance iranienne

wncri.org/fr
@CNRIfemmes
@CNRIfemmes

La crise de l'éducation en Iran menace les droits fondamentaux et l'avenir des écolières

Alors que débute la nouvelle année scolaire (2026 à 2027), les médias officiels du régime brossent un tableau alarmant de la crise de l'éducation en Iran, marquée par une forte baisse des inscriptions en première année, une hausse des taux de décrochage scolaire, une aggravation de la pauvreté des apprentissages, une détérioration de la qualité de l'enseignement, une pénurie chronique d'enseignants et une pression économique intense sur les familles.

Ces facteurs croisés ont engendré une crise profonde au sein du système éducatif iranien, qui fait l'objet de ce rapport de septembre de la Commission des femmes du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI).

Les écolières portent un fardeau disproportionné dans cette crise. La pauvreté généralisée contraint de nombreuses jeunes filles à abandonner complètement leurs études. Même pour celles qui parviennent à rester à l'école, la baisse des normes académiques, les installations inadéquates et l'accès restreint à la formation professionnelle étouffent gravement leurs opportunités futures.

Baisse des inscriptions et montée en flèche des taux d'abandon scolaire

Les représentants de l'État ont reconnu la diminution des effectifs étudiants et le nombre croissant d'enfants privés d'éducation :

- Baisse des inscriptions en première année : Ali Farhadi, vice-ministre de l'Éducation, a annoncé à la rentrée scolaire que les inscriptions en première année d'école primaire s'élevaient à environ 1 000 154 élèves, ce qui représente une forte diminution de 160 000 élèves par rapport à l'année précédente. (Agence de presse IRNA, 22 septembre 2026)
- Plus de 140 000 enfants laissés pour compte : Rezvan Hakimzadeh, vice-ministre de l'Éducation, a déclaré lors de la réouverture des écoles que plus de 140 000 enfants ont été privés d'éducation au cours de l'année écoulée, dont plus de 54 000 étaient en première année. Elle a ajouté que les filles représentent 44,55 % des enfants non scolarisés. (Agence de presse Rokna, 21 septembre 2026)
- La crise nationale s'étend à la capitale : Les statistiques officielles publiées en 2025 par un conseiller du ministre de l'Éducation évaluent le nombre total d'enfants privés d'éducation à 919 855. Cependant, le problème aujourd'hui n'est pas seulement l'ampleur de ce chiffre, mais la propagation alarmante de ce phénomène à la capitale, Téhéran. (Site Web Fararu, 8 septembre 2026)

Enfants non scolarisés : une crise qui atteint Téhéran

Pendant des années, l'abandon scolaire a été largement attribué aux régions frontalières défavorisées et aux provinces éloignées. Cependant, de récentes informations des médias d'État révèlent que la crise a désormais englouti les grandes zones métropolitaines, y compris la capitale, Téhéran.

La forte augmentation du nombre d'enfants non scolarisés à Téhéran soulève une question cruciale : ces élèves ne veulent-ils pas ou ne peuvent-ils pas aller à l'école ? Les informations confirment que les graves difficultés économiques et la pression financière croissante sur les familles sont les principaux facteurs qui forcent les enfants à quitter les bancs de l'école. (Site Web Fararu, 8 septembre 2026)

Parallèlement, les statistiques officielles sur les abandons scolaires soulignent que le déni d'éducation a évolué pour devenir l'une des menaces structurelles les plus critiques auxquelles est confronté le système éducatif iranien. (Agence de presse ISNA, 9 juillet 2025)

Afkham Sabbagh, PDG de l'organisation caritative MehroMah, qui soutient les enfants vulnérables, a déclaré : « L'abandon scolaire est le plus répandu parmi les déciles de revenus inférieurs vulnérables. Ces enfants sont inévitablement contraints d'entrer directement sur le marché du travail. »

Alors que l'inflation est passée de 9 % en 2016 à 69,9 % en août 2026, le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté en parallèle :

- Année scolaire 2016 à 2017 : les chiffres officiels ont enregistré 777 862 enfants non scolarisés.
- Année scolaire 2024 à 2025 : des estimations non officielles ont placé ce chiffre à près de 1 000 000.
- Année scolaire 2026 à 2027 : les projections indiquent qu'au moins 950 000 enfants seront privés d'éducation pour cette année scolaire. (Journal Shargh, 13 septembre 2026)

La propagation rapide de cette tendance démontre que le refus d'éducation n'est plus seulement un problème localisé ; il fait désormais partie intégrante d'une crise socioéconomique omniprésente dans tout l'Iran.

2



L'éducation gratuite devient de plus en plus coûteuse chaque année

Face à la pauvreté généralisée et à la diminution du pouvoir d'achat, l'éducation en Iran s'est effectivement transformée en une denrée onéreuse pour les familles iraniennes.

Les familles font face à un barrage de dépenses officielles et non officielles. Des frais d'inscription et fournitures scolaires aux uniformes, en passant par le transport scolaire et les dons « volontaires » obligatoires, ces coûts font peser un fardeau immense sur le budget des ménages. Par exemple, le prix des fournitures scolaires a bondi d'environ 100 % par rapport à l'année dernière. (Agence de presse ISNA, 29 août 2026)

Une mère d'une étudiante du 1er arrondissement un de Téhéran, issue de la classe moyenne, a raconté que l'inscription de sa fille a nécessité de mettre de côté plusieurs mois de son

salaire. Elle a ajouté : « Quand on additionne toutes les dépenses, le chiffre final est bien supérieur à ce que nous avions imaginé au départ... Pour une famille de la classe moyenne, payer plusieurs centaines de millions de tomans pour l'éducation d'un enfant est extrêmement lourd. Si vous avez 2 enfants d'âge scolaire, ce montant se transforme en une dépense annuelle massive. » (Asr Iran, 19 septembre 2026)

Le coût de la préparation d'un seul élève pour l'année scolaire varie désormais entre 20 et 30 millions de tomans. (Eghtesad News, 22 septembre 2026)

Pour les familles vivant avec un salaire d'ouvrier ou les ménages dirigés par une femme avec 2 ou 3 enfants, couvrir ces dépenses éducatives crée une double pression. Même si une famille gagne un revenu mensuel compris entre 15, 20 ou 25 millions de tomans, équilibrer les coûts scolaires avec le loyer, les soins de santé, la nourriture et les autres frais de subsistance impose une contrainte financière insupportable. (Agence de presse ILNA, 22 septembre 2026)

La conséquence naturelle de cette tendance est une probabilité plus élevée d'abandons scolaires parmi les ménages à faible revenu, une trajectoire qui rend les jeunes filles plus vulnérables que quiconque.



Les filles : les victimes les plus vulnérables de la pauvreté éducative

Bien que la crise de l'éducation en Iran touche tous les élèves, les jeunes filles constituent le groupe le plus vulnérable face à cette tendance.

Le taux de décrochage scolaire féminin a atteint des niveaux sans précédent. Dans de nombreux ménages à faible revenu, lorsque la couverture des dépenses éducatives devient financièrement insoutenable, les filles sont beaucoup plus susceptibles que les garçons d'être retirées du système éducatif.

Seyyed Mohammad Bathaei, directeur de l'Organisation des affaires sociales, a précédemment déclaré que le nombre d'abandons scolaires chez les filles représente un chiffre significatif. Cependant, il n'a fourni aucune statistique transparente. Commentant le sujet, il a ajouté : « Ce problème constitue une sonnette d'alarme pour nous. Une attention particulière doit être accordée à cette alerte ! » (Journal Shargh, 17 février 2025)

Loin d'être entendue, cette sonnette d'alarme a été totalement ignorée. Aujourd'hui, d'innombrables écolières sont contraintes d'abandonner leurs études en raison de la

pauvreté et des graves difficultés économiques de leurs familles. Pour ces jeunes filles, être privée d'éducation ne signifie pas seulement la fin de leur scolarité ; cela implique la réduction permanente de leurs opportunités économiques, sociales et professionnelles pour le reste de leur vie.



Pauvreté des apprentissages : la crise cachée dans les salles de classe

La crise de l'éducation en Iran s'étend bien au-delà des enfants exclus du système scolaire. Des millions d'autres élèves assistent aux cours chaque jour, mais sont systématiquement privés de la maîtrise des contenus éducatifs de base.

Le concept de « pauvreté des apprentissages » s'est de plus en plus imposé dans le discours éducatif iranien. La pauvreté des apprentissages décrit un scénario dans lequel un élève est physiquement présent à l'école mais ne parvient pas à acquérir des compétences fondamentales telles que la lecture, l'écriture et la compréhension de base. (Agence de presse ISNA, 19 mai 2025)

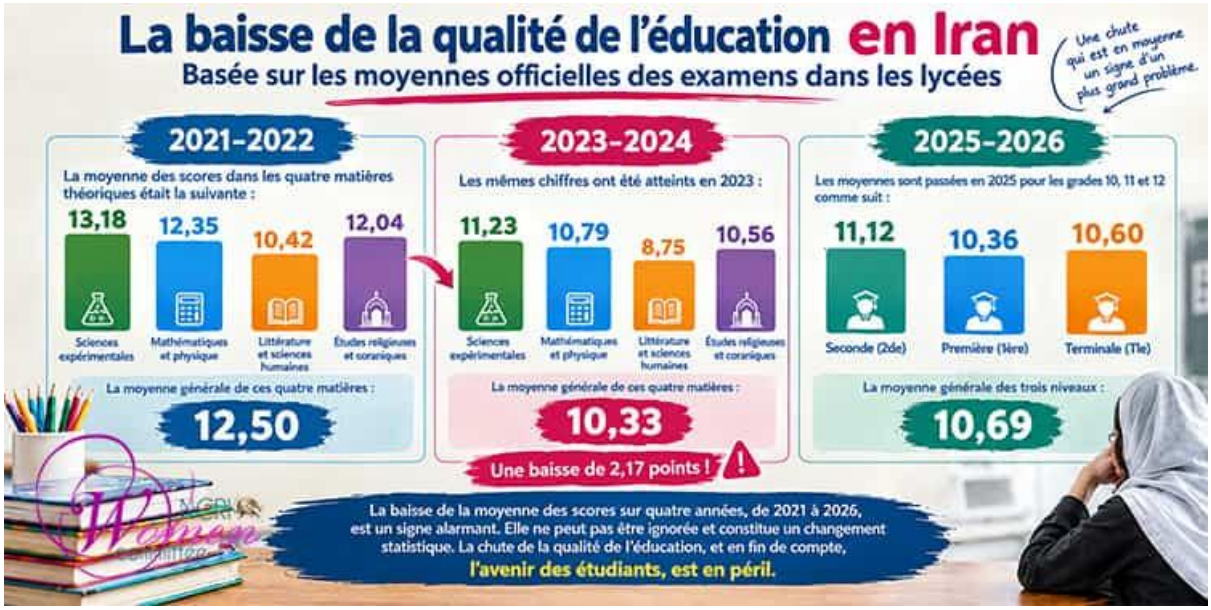
Ce phénomène est critique car il révèle que la simple fréquentation scolaire ne rime pas avec une éducation efficace. Une part importante des élèves suit des années de scolarité pour finalement obtenir leur diplôme sans les compétences essentielles nécessaires pour poursuivre des études supérieures ou s'intégrer avec succès dans la société.

Pour les jeunes filles des régions marginalisées, l'impact de la pauvreté des apprentissages est largement amplifié. Privées d'accès à du matériel d'apprentissage supplémentaire, à du soutien scolaire et à des ressources éducatives, elles souffrent de manière disproportionnée de l'effondrement systémique de la qualité de l'éducation.

Chute des moyennes générales : la preuve évidente de l'effondrement de la qualité éducative

Le ministère de l'Éducation iranien souffre depuis des années de graves déficits de ressources, d'inégalités éducatives flagrantes, de bas salaires pour les enseignants, d'infrastructures scolaires en ruine, de vastes disparités dans la qualité des écoles et de

politiques en constante évolution, des problèmes systémiques qui sont simplement transmis d'une administration à l'autre. (Tabnak News, 21 août 2026)



Un rapport publié en novembre 2025 concernant la forte baisse des notes aux examens finaux a souligné que le déclin des résultats n'est plus imputable aux performances individuelles des élèves, mais découle directement des failles structurelles du régime éducatif lui-même. (Agence de presse ISNA, 6 novembre 2025)

Dans le même temps, les commentateurs ont souligné l'émergence généralisée de notes de passage justes, un phénomène où un grand nombre d'élèves parviennent à obtenir un score à peine supérieur au seuil minimum requis pour passer. (Tabnak News, 21 août 2026)

Des informations antérieures avaient déjà averti que le ministère de l'Éducation était entré dans une « zone rouge », les notes moyennes des élèves tombant dans la fourchette catastrophique de 8 à 10 (sur 20) lors de plusieurs évaluations nationales.

L'effondrement de la qualité éducative : des salles de classe aux bulletins scolaires

Les données officielles des examens finaux nationaux illustrent clairement une forte baisse d'une année sur l'autre des performances académiques dans les filières clés, notamment les sciences empiriques, les mathématiques et la physique, les sciences humaines et les sciences islamiques :

- Année scolaire 2021 à 2022 : Les notes moyennes enregistrées étaient de 13,18 (sciences empiriques), 12,35 (mathématiques et physique), 10,42 (sciences humaines) et 12,04 (sciences islamiques), donnant une moyenne simple globale de 12,50 (sur 20).
- Année scolaire 2023 à 2024 : Les notes ont chuté dans toutes les disciplines pour atteindre respectivement 11,23, 10,79, 8,75 et 10,56, faisant chuter la moyenne simple globale à 10,33. Cette forte baisse d'environ 2,17 points constitue un signal d'alarme flagrant qui ne peut être écarté comme une simple fluctuation statistique.
- Année scolaire 2025 à 2026 : Les notes moyennes officielles pour les niveaux du lycée sont restées à un niveau critique, s'établissant à 11,12 pour la classe de 10e, 10,36 pour la 11e et 10,60 pour la 12e, ce qui donne une moyenne globale simple de seulement 10,69.

Ces chiffres officiels confirment que la détérioration de la qualité de l'éducation est passée d'une lacune administrative à une véritable crise structurelle au sein du système scolaire iranien.

16 millions d'élèves et des milliers de classes surpeuplées

L'effondrement de la qualité de l'éducation ne peut être compris sans examiner l'état des infrastructures éducatives iraniennes.

À la veille de la nouvelle rentrée scolaire de septembre 2026, les médias d'État ont rapporté qu'environ 16 millions d'élèves entamaient l'année académique, confrontés à des milliers de classes gravement surpeuplées. Parmi eux se trouvent 7,7 millions de jeunes filles, qui subissent de plein fouet ces environnements d'apprentissage encombrés. (Rouydad24, 6 septembre 2026)

Rezvan Hakimzadeh, vice-ministre de l'Enseignement primaire, a reconnu que la taille idéale d'une classe primaire est de 20 élèves, avec une limite maximale absolue de 26. Soulignant le retard de l'Iran par rapport aux normes internationales, elle a déclaré : « Lorsque nous avons des classes dont la densité dépasse 35 ou 40 élèves, le temps d'enseignement que chaque élève reçoit du professeur diffère considérablement de celui d'un élève dans une classe plus petite, ce qui a un impact direct sur l'apprentissage. Il nous faudra au moins une autre décennie pour réduire la taille des classes à un niveau acceptable. » (Asr Iran, 18 septembre 2026)

Les classes surpeuplées réduisent considérablement l'enseignement individualisé, tandis que la pénurie chronique d'enseignants dégrade encore davantage la qualité de l'éducation. Le résultat direct est la chute de la compréhension des élèves et l'élargissement de la fracture éducative entre les régions privilégiées et pauvres.

Pour les jeunes filles, particulièrement dans les zones marginalisées, cette crise est aggravée par des obstacles structurels supplémentaires, notamment une grave pénurie d'enseignantes et un accès très restreint aux équipements éducatifs de base.

Parallèlement à la forte densité des classes, les pénuries persistantes d'enseignants qualifiés et d'espaces scolaires physiques adéquats restent des vulnérabilités profondes du système éducatif iranien.



La crise de l'éducation en Iran menace l'avenir des jeunes filles

Lorsque ces éléments croisés sont examinés dans leur ensemble, un tableau clair se dessine. L'explosion des taux de décrochage, le nombre sans précédent de jeunes filles privées d'éducation, la pauvreté généralisée des apprentissages, la chute des moyennes générales, les pénuries persistantes d'enseignants et l'aggravation de la misère économique sont tous des éléments interconnectés d'une seule et même crise systémique.

Les écolières se trouvent à l'épicentre même de ce désastre. Elles sont non seulement beaucoup plus vulnérables à l'exclusion totale du système scolaire, mais même celles qui parviennent à y rester font face à un avenir compromis en raison de l'effondrement précipité des normes éducatives.

Les articles des médias d'État tout au long de 2025 et 2026 démontrent que l'éducation en Iran souffre d'un effondrement structurel, une crise qui, pour un nombre toujours croissant de filles iraniennes, a transformé l'école d'une voie d'opportunités en un champ de bataille fait de pauvreté, de discrimination et de limitations imposées par l'État.

Par conséquent, la crise de l'éducation en Iran s'étend bien au-delà des institutions académiques ; elle menace directement les droits fondamentaux, la dignité et l'avenir des jeunes filles.

La conséquence inévitable de l'exclusion des jeunes filles de l'école est d'enchaîner leur sort à un cycle implacable de maux sociaux, un engrenage vicieux qui commence par le travail ou le mariage forcé des enfants, s'intensifie par la violence domestique et les laisse finalement victimes des lois misogynes du régime clérical. C'est une trajectoire douloureuse qui, dans de trop nombreux cas tragiques, mène tout droit à la potence.